Charlotte Poirier
et Marc-Adélar Tremblay (1922 -)

Madame Poirier travaille au Centre québécois de la recherche sociale et M. Tremblay est anthropologue, retraité du département d'anthropologie, Université Laval

(1994)

“L'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux: perspectives comparatives”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Charlotte Poirier et Marc-Adéland Tremblay, "L'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux: perspectives comparatives", in ouvrage sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, **Traité des problèmes sociaux**. Chapitre 54, pages 1081 à 1105. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 pages.

M Marc-Adéland Tremblay, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres. Mme Poirier œuvre au Centre québécois de recherche sociale.

Courriel : matrem@microtec.net ou matremgt@globetrotter.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 8 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

- a) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux aux États-Unis
- b) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux en France
- c) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux au Québec

I. L'historique de la recherche sur les problèmes sociaux

- a) La recherche sur les problèmes sociaux aux États-Unis
- b) La recherche sur les problèmes sociaux en France
- c) La recherche sur les problèmes sociaux au Québec

II. Les modes d'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux

- a) Les États-Unis
- b) La France
  - i. *Les lieux et mode de production*
  - ii. *Les ressources humaines*
  - iii. *Les ressources financières*
  - iv. *L'application des résultats de la recherche*
  - v. *Les thématiques de recherche*
- c) Le Québec
  - i. *Les lieux et modes de production*
  - ii. *Les ressources humaines*
  - iii. *Les ressources financières*
  - iv. *L'application des résultats de la recherche*
  - v. *Les thématiques de recherche*

III. Orientations futures de l'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux: perspectives québécoises

- a) Lieux et modes de production
- b) Ressources humaines et financières ; thématiques de recherche

IV. L'application des résultats de la recherche: mobilisation de tous les acteurs de la recherche sociale

V. Quelques enjeux de l'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux au Québec

- a) La recherche sur les problèmes sociaux: comment la faire ?
- b) La recherche sur les problèmes sociaux: qui va la faire ?

Bibliographie sélective

Charlotte Poirier et Marc-Adélar Tremblay *

« L'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux : perspectives comparatives »

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, *Traité des problèmes sociaux*. Chapitre 54, pages 1081 à 1105. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 pages.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays examinés, les États-Unis, la France et le Québec, la notion de recherche sur les problèmes sociaux se définit par des activités de recherche proprement dites et des études et analyses ayant pour objet la compréhension et la résolution des problèmes sociaux. La recherche sur les problèmes sociaux s'adresse à des domaines aussi variés que l'éducation, l'économie, l'habitation, la sécurité du revenu, la santé et les services sociaux. Les résultats des activités scientifiques doivent être utilisables par ceux qui prennent en charge les problèmes sociaux, c'est-à-dire les décideurs, les gestionnaires et les intervenants. Enfin, ce type de recherche doit être pertinent par rapport aux priorités nationales de l'État, qui finance la majorité de ces activités.

---

* Les principaux pôles de la comparaison seront la France et le Québec, les États-Unis étant là pour élargir le cadre nord-américain de la comparaison.

Tenant compte de ce fait, les modes d'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux seront examinés par le biais des conditions de la production de ce type de recherche, des aspects relatifs aux producteurs, aux organismes qui la supportent financièrement et aux utilisateurs des résultats.

a) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux aux États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

C'est d'une enquête du National Research Council (NRC) ¹ sur le support du gouvernement fédéral à la recherche sur les problèmes sociaux que sont tirées la majorité des informations sur la recherche sociale américaine. Le mandat du Conseil portait sur la « recherche-développement » ayant trait aux problèmes sociaux. Celle-ci a été définie par la production et l'application des connaissances sur les problèmes sociaux. La définition qui suit recouvre tout autant l'objectif de la recherche sur les problèmes sociaux que celle découlant d'activités scientifiques orientées vers l'avancement des connaissances :

Le champ de la recherche-développement dans le domaine social s'étend à la recherche, au développement et aux activités connexes qui se rapportent à la connaissance des problèmes sociaux et aux mesures prises pour y apporter des solutions. Sont ainsi visées des activités comme l'acquisition ou l'application de connaissances relatives au comportement des individus, des groupes ou des institutions, ou aux effets des politiques, des programmes ou des technologies sur le comportement ².

Ainsi la notion de « production des connaissances » aux États-Unis inclut la recherche sur les problèmes sociaux, la collecte de statistiques, l'évaluation des programmes sociaux et les projets de démonstration devant servir à la formulation de la politique sociale. Celle « d'application des connaissances » recouvre les projets de démonstration contribuant à la mise en place de la politique sociale, le développement d'outils d'intervention et toutes les activités de dissémination des résultats.

Dans cette enquête, le National Research Council a considéré que la recherche sur les problèmes sociaux comprenait les domaines suivants : les

---

¹ National Research Council, *The Federal Investment in Knowledge of Social Problems*, Study Project on Social Research and Development, vol. 1, Study Project Report, Washington, National Academy of Sciences, 1978, xiv + 114 p.

² *Ibid.*, p. 87.

ressources humaines qui totalisent 60% du financement total, soit la santé, l'éducation, l'emploi et la formation continue, les services sociaux et la sécurité du revenu ; les ressources communautaires (28%) telles que la croissance économique, le transport l'habitation et le développement urbain, la justice et les affaires internationales ; les ressources naturelles, par exemple, les questions touchant l'environnement, le développement et la conservation énergétique ; enfin, la science et la technologie incluant les programmes servant à renforcer la capacité nationale scientifique et technologique. L'étude exclut les projets de recherche biomédicale et de développement technologique dans lesquels on apporte une attention marginale aux aspects individuels ou sociaux.

b) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux en France

[Retour à la table des matières](#)

En France, la recherche sur les problèmes sociaux emprunte l'appellation de « recherche sur le social » afin qu'elle soit différenciée de la recherche en sciences sociales. Sont également employées les notions de « recherche sur l'intervention sociale » et de « recherche orientée vers l'action » qui traduisent l'idée que ce type de recherche doit participer à la solution des problèmes sociaux et être utile à ceux qui sont responsables de leur résolution.

Quand on réfère à la « recherche sur le social », en France, on renvoie à un type de recherche qui est orienté en fonction d'une meilleure compréhension des problèmes sociaux, d'une intervention mieux justifiée et calibrée en vue de les enrayer et de les prévenir sur une longue période. Ces problèmes sociaux sont de nature diverse. Les maladies mentales, le chômage, la précarisation, les enfants négligés et la discrimination ethnique en sont des exemples ¹.

La recherche sur le social recouvre les problèmes sociaux liés aux inégalités sociales, à la marginalité sociale et à la sécurité du revenu. Elle inclut également les aspects psychosociaux et socioculturels de la santé.

---

¹ Marc-Adélar Tremblay, Jean-Claude Boisvert, Gilles Picard, *La recherche sociale en France : les enjeux, les moyens, la valorisation*. Rapport d'une mission d'étude et de coopération en France, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1989, note 7, p. 23.

c) La notion de la recherche sur les problèmes sociaux au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, la recherche sur les problèmes sociaux est appelée recherche sociale ou encore recherche sociale appliquée. Les définitions citées rendent compte des différentes perspectives de la recherche sur les problèmes sociaux, soit son aspect appliqué, son lien à la mission sociale de l'État et ses objectifs de participer au mieux-être de la population et de réduire les problèmes sociaux. Dans le répertoire de la recherche sociale au Québec, qui recense les recherches sociales de 1975 à 1981, LaHaye et Lefrançois¹ définissent de façon opératoire la recherche sociale par deux types d'activités scientifiques poursuivant des objectifs différents et complémentaires, soit l'étiologie (ou la compréhension) des phénomènes sociaux et l'intervention sociale. Le second type d'activité scientifique correspond à la recherche sur les problèmes sociaux.

Le second type d'activité englobe les études dites « appliquées » où l'objectif premier consiste à accumuler des faits, des informations, très souvent dans une optique d'évaluation, devant servir directement à l'action sociale ou susceptible de déboucher sur des interventions plus adéquates au bénéfice de populations-cibles. Ainsi définie, la recherche sociale appliquée se distingue par son objet de connaissance de celui des problèmes sociaux au sens large, et dans sa finalité qui est la transformation ou l'amélioration des situations collectives ou individuelles ou des mécanismes d'aide s'appliquant à ces situations².

La Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (Commission Rochon)³, qui a identifié le développement de la recherche sociale appliquée comme une de ses priorités, distingue également la recherche sur les phénomènes sociaux de la recherche sociale appliquée :

Jusqu'ici, la recherche sociale s'est principalement penchée sur la compréhension des phénomènes sociaux et a donné lieu à de nombreuses études touchant, par exemple, à la mobilité sociale, aux classes sociales, aux mouvements sociaux ou à la satisfaction au travail.

---

¹ Monique La Haye et Richard Lefrançois, *Répertoire de la recherche sociale au Québec 1975-1981*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1982, 157 p. (Coll. « Recherche sociale », n° 2).

² *Ibid.*, p. 22.

³ *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux* (Commission Rochon), Québec, Les Publications du Québec, 1988, 803 p.

Pour sa part, la recherche sociale appliquée a pour finalité l'amélioration des interventions et des mécanismes d'aide aux clientèles ¹.

Murbach et Gagnon ² ont adopté une perspective historique dans l'étude de la définition de la recherche sociale. Pour ces dernières, la recherche sociale dans les années 1980 comporte une pluralité de significations et renvoie à différentes réalités, perspectives et pratiques. Étant historiquement liée aux sciences sociales, la recherche sociale correspond davantage aujourd'hui à la mission sociale de l'État et s'inscrit dans la politique sociale québécoise. Interpellée par l'action directe et indirecte, elle se définit par la production de résultats pouvant servir à la gestion et à l'intervention.

Le Conseil québécois de la recherche sociale, organisme gouvernemental de financement de la recherche, définit la recherche sociale admissible à ses programmes de subventions par son objet à savoir : « la participation et la solidarité sociales » qui réduisent les problèmes sociaux et par lesquels les populations accèdent à un mieux-être. La recherche peut être fondamentale et appliquée et emprunter différentes méthodologies :

[...] la recherche qui a pour objet la participation sociale et la solidarité sociale vues généralement dans la perspective de la mission du ministère de la Santé et des Services sociaux... La participation et la solidarité sociales préviennent et réduisent la maladie, l'isolement, la pauvreté, la dépendance de l'assistance publique, la violence, la discrimination et toute condition favorisant la marginalité sociale ³.

I

L'historique de la recherche sur les problèmes sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Le passage de la recherche en sciences sociales à la recherche sociale ou à la recherche sur le social date d'au plus trois décennies. C'est depuis les années 1960 et 1970 qu'aux États-Unis, en France et au Québec, la recherche sur les problèmes sociaux acquiert une nouvelle vocation, celle de contribuer aux priorités de l'État. D'ailleurs, les chercheurs en sciences sociales participeront

---

¹ *Ibid.*, p. 621.

² Ruth Murbach et Astrid Gagnon, *La recherche sociale au Québec : bilan et tendances (1900-1985)*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1986, 266 p.

³ Conseil québécois de la recherche sociale, *Subventions à la recherche, bourses d'excellence et subventions pour études et analyses 1991-1992*, Québec, 1991, p. 8.

à l'élaboration des grandes réformes de cette époque. Les gouvernements augmentent les fonds destinés à la recherche sociale et mettent en place une série de mécanismes visant à assurer son développement. De plus en plus, les pouvoirs publics s'attendent à ce que la recherche sociale devienne un appui à leurs différentes interventions.

a) La recherche sur les problèmes sociaux aux États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

Dans le numéro d'une revue portant sur les liens entre la recherche et la politique sociale inspiré de trois congrès interdisciplinaires sur la recherche sur les problèmes sociaux, les chercheurs américains notent que, dans les années 1960 ¹, les priorités de recherche sont redéfinies en fonction des besoins nationaux. D'une part, cette nouvelle direction de la recherche s'accompagne d'un renouvellement dans les activités scientifiques, soit le passage d'une vision linéaire à une vision systémique et le développement des méthodes de recherche quantitative et qualitative. D'autre part, à la même époque, les protestations sociales contre la pauvreté et le racisme remettent en question l'utilité des sciences sociales.

Des années 1960 aux années 1980, la contribution du gouvernement fédéral à la recherche sur les problèmes sociaux triple de volume. Plusieurs chercheurs en sciences sociales et en sciences du comportement sont embauchés afin de participer au développement des programmes sociaux et de soutenir l'action gouvernementale. L'enjeu du rapport entre la théorie et son application et du rôle de l'université dans la définition des problèmes sociaux prend forme. Depuis les années 1980, le support fédéral à la recherche sur les problèmes sociaux est nettement orienté vers les priorités nationales :

Des chercheurs en sciences sociales ont clairement établi que la détermination des priorités de recherche et le financement s'y rattachant sont influencés au moins autant par les besoins nationaux que par la recherche scientifique ².

Les pressions augmentent afin que la recherche sur les problèmes sociaux soit de plus en plus pertinente pour l'action des planificateurs, des décideurs et

---

¹ Jean J. Schensul et Gwen Stem, « Collaborative Research and Social Action », *American Behavioral Scientist*, 29, 2, 1985, pp. 133-138.

² *Ibid.*, p. 136.

des gestionnaires. Certains indices, tels que le resserrement de la gestion de la recherche, l'offre majoritaire de contrats plutôt que de la distribution de subventions et la remise en question de l'évaluation par les comités de pairs, en témoignent ¹. Les chercheurs doivent de plus en plus se préoccuper de l'accessibilité et de la pertinence des résultats de leurs travaux de recherche.

b) La recherche sur les problèmes sociaux en France

[Retour à la table des matières](#)

En France, la recherche sur le social se développe à partir des années 1970. Avant cette période, la recherche sociale se confond avec la recherche en sciences sociales effectuée par les chercheurs fondamentaux. Le Commissariat général du Plan ², au moment de l'époque dite dorée d'après-mai 1968, constitue le principal support au développement de la recherche sur le social, par son objectif d'appuyer l'essor économique et social à partir des travaux des chercheurs. Selon Chauvière ³, le Commissariat général du Plan finance une vaste gamme de travaux dans une perspective multidisciplinaire et encourage une production critique. Il accorde des subventions à des chercheurs « hors statut », qui s'intègrent progressivement au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). D'autres institutions participent à l'émergence de la recherche sur le social, tel le ministère de la Santé qui désire appuyer ses interventions sur des données scientifiques. Le Centre technique national d'études et de recherche sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI) finance les besoins de recherche reliés à ce domaine. Du côté des universités, l'établissement de liens entre les universitaires et la formation professionnelle crée un intérêt pour la recherche sur le social.

À la fin des années 1970, l'État diminue considérablement les budgets alloués à la recherche sociale. Selon Lefrançois et Soulet ⁴, les sommes attribuées se destinent plutôt à l'évaluation des stratégies d'action qu'à l'analyse des fondements et des conséquences provoquées par les institutions politiques.

---

¹ National Research Council, op. cit.

² Il s'agit du 6e plan (1969-1973). Tremblay, Boisvert et Picard, op. cit, p. 18.

³ Chauvière, Michel, « La recherche sociale en France », dans : Tremblay, Boisvert et Picard, op. cit., Appendice III, p. 5.

⁴ Richard Lefrançois et Marc-Henry Soulet, *Le système de la recherche sociale, tome I : La recherche sociale dans l'État*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1983, pp. 261-263. (Coll. « Recherche sociale »).

Ces chercheurs constatent la disparition d'un type de recherche éclairant les problèmes sociaux et les politiques sociales. Ils observent un retour à la recherche fondamentale en sciences sociales.

La Mission interministérielle de recherche et d'expérimentation (MIRE) est créée en 1982 à la suite du rapport Godelier ¹. Étroitement associée à la mission du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, elle poursuit l'objectif de développer une politique de recherche, de l'actualiser et d'utiliser les résultats des travaux scientifiques ² :

Une des réponses [au rapport Godelier] a été la MIRE dont l'objectif est de doter tout ministère technique des moyens d'une politique scientifique incitative animée par des chercheurs et dotée d'une double légitimité : en amont, par la communauté scientifique qui y reconnaît un poste avancé de la recherche ; en aval par le ministère d'accueil ³.

Depuis le début des années 1980, pour des raisons d'ordre politique et économique, les régions françaises doivent assumer des responsabilités administratives et financières auparavant prises en charge par l'État national. Ce courant de décentralisation suscite des transformations qui se répercutent sur les modes de financement de la recherche sociale et sur la quantité et la qualité de sa production entraînant un développement inégal selon les régions ⁴.

c) La recherche sur les problèmes sociaux au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, on ne peut séparer le développement de la recherche sociale de l'histoire des sciences sociales et de leur courte tradition. Ce n'est qu'au milieu des années 1950 que les sciences sociales acquièrent la légitimité culturelle et scientifique, disposent d'un corps de spécialistes diplômés et profitent d'un véritable enseignement universitaire ⁵. À partir des années 1960, les

---

¹ Maurice Godelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France : analyse et propositions pour une politique nouvelle*, Rapport remis à Jean-Pierre Chevènement, Paris, La Documentation française, 1980, 90 p. Ce rapport fait un premier bilan de la « recherche sur le social ».

² *Mire info*, n° 22, Paris, 1991, 92 p.

³ Michel Chauvière, loc. cit., p. 6.

⁴ Tremblay, Boisvert et Picard, op. cit., pp. 30-31.

⁵ Marcel Fournier, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et sociétés*, 1, 1, 1973, pp. 27-57 ; Marcel Fournier et Gilles Houle, « La sociologie

pouvoirs publics, les organisations corporatives et les associations privées reconnaissent pleinement l'enseignement des sciences sociales et leur utilité sociale. D'ailleurs les chercheurs en sciences sociales contribuent d'une manière décisive à l'élaboration des grandes réformes de la Révolution tranquille ¹.

Les années 1970 consacrent la nouvelle légitimité de la recherche sociale, celle de contribuer au développement social ou à la mission sociale de l'État. Cette nouvelle fonction de la recherche sociale est directement reliée à la volonté gouvernementale d'arrimer les politiques scientifiques à l'ensemble des politiques de développement économique, social et culturel de l'État ². D'ailleurs, au cours de cette période, plusieurs mesures gouvernementales témoignent de l'intérêt de l'État envers la recherche sociale. La loi constitutive du ministère des Affaires sociales prévoit que ce dernier doit « favoriser l'étude et la recherche scientifique dans le domaine de la santé et des services sociaux ³ ». Ainsi le ministère crée par décret le Comité de la recherche socio-économique qui se transforme en 1979 en l'actuel Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS). En plus des responsabilités de gestion des subventions de recherche, celui-ci doit conseiller le ministre sur la politique du ministère en matière de recherche sociale et contribuer à l'amélioration de la qualité, de la diffusion et de l'application des résultats de la recherche sociale.

Plusieurs rapports gouvernementaux feront état du développement de la recherche sociale et poseront un diagnostic similaire : caractère désordonné de son développement, pauvreté de la recherche en milieu de pratique et faiblesse des liens entre les milieux universitaires et les milieux d'intervention ⁴. Les recommandations porteront sur l'orientation de la recherche selon les priorités du développement social de l'État, sur le développement d'une recherche appliquée aux préoccupations du champ d'action des services sociaux, sur la création de centres de recherche et sur l'augmentation du financement.

---

québécoise et son objet : problématiques et débats », *Sociologie et sociétés*, XII, 2, 1980, pp. 21-43.

¹ Marcel Fournier, loc. cit.

² Lefrançois et Soulet *op. cit.* ; Murbach et Gagnon, *op. cit.*

³ Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., c. M-19, 2, article 3d).

⁴ Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (1972) ; Rapport du ministère des Affaires sociales intitulé *La situation de la recherche sociale au Québec en 1971-1972* (1973) ; Rapport du Comité de la recherche scientifique du ministère des Affaires sociales, 1973.

II

Les modes d'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux

a) Les États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

Cette partie met l'accent sur le financement de la recherche sur les problèmes sociaux et touche sommairement aux autres dimensions de l'organisation de la recherche. D'après l'enquête du National Research Council ¹, le gouvernement fédéral constitue le principal bailleur de fonds de la recherche sur les problèmes sociaux. À la fin des années 1970, les sommes consacrées à ce champ de recherche totalisaient deux milliards de dollars. Ainsi, les sommes allouées à la recherche sur les problèmes sociaux auraient triplé depuis les années 1960, bien que la progression du financement de ce champ d'étude ait été moindre que dans d'autres champs de recherche.

La majeure partie du financement de la recherche sur les problèmes sociaux est destinée aux domaines de la santé, de l'éducation et de la main-d'œuvre, des services sociaux et des ressources communautaires. Le NRC a constaté qu'en 1976, les deux tiers des fonds étaient utilisés à des fins de production des connaissances et le tiers à leur application. Cette situation peut varier selon les domaines. Ainsi, dans celui des problèmes sociaux reliés à la santé, la plupart des fonds sont destinés à la recherche fondamentale et à la production de nouvelles connaissances alors que dans celui de l'éducation, l'application des connaissances fait l'objet d'un meilleur financement. Il a également mis en évidence la décentralisation du financement, de ses orientations et de ses priorités ainsi qu'une instabilité des fonds, des postes et des priorités dans les différentes organisations responsables de la gestion du financement. C'est à un large ensemble de départements, d'agences et de bureaux que revient la tâche d'attribuer les fonds destinés à la recherche sur les problèmes sociaux. Le NRC a d'ailleurs examiné 180 agences de financement au sein de 44 organisations qui allouent des subventions et des contrats de recherche dans une douzaine de domaines ; 1 100 programmes de

---

¹ National Research Council, op. cit.

financement ont été répertoriés. Par exemple, plus de 50 départements et agences subventionnent la recherche sur les problèmes sociaux reliés à la santé.

Les orientations de la recherche sur les problèmes sociaux diffèrent en fonction des missions des organismes de financement, à savoir, la planification ou l'administration des programmes sociaux, la recherche, ou encore la collecte de statistiques. Il n'existe pas de véritable planification des priorités de recherche. Ces dernières découlent des intérêts de l'organisme de financement, du gouvernement central ou des chercheurs. Le NRC a d'ailleurs remarqué qu'il existe peu d'incitatifs de la part du gouvernement central visant une meilleure prévision des priorités et qui plus est, des problèmes sociaux en émergence. Il a noté une absence de coordination entre les différents organismes de financement. S'il n'y a pas, à proprement parler, de duplication des efforts, certaines thématiques ne sont pas couvertes soit parce qu'elles n'entrent dans la mission d'aucun des organismes de financement ou qu'elles appartiennent concurremment à plusieurs de ces organismes.

Quant à l'application des connaissances, le NRC a constaté que plus de la moitié de la production et de l'application des connaissances sur les problèmes sociaux était utile aux différents États et municipalités mais peu pertinente pour les décideurs nationaux ¹. De plus, les organismes de financement tenaient rarement compte des priorités et vues d'éventuels utilisateurs. C'est donc dire que l'utilisation des connaissances à des fins concrètes est une préoccupation inégalement partagée. Ainsi, ni les administrateurs du financement de la recherche, ni les chercheurs n'en sont vraiment responsables. Si les administrateurs et les chercheurs Partagent une orientation académique, ils confient la valorisation des connaissances à la diffusion scientifique. Quant au gouvernement fédéral, son rôle n'est pas vraiment défini en cette matière. Les liens entre décideurs, administrateurs et chercheurs sont inexistants et conséquemment il n'existe pas de définition du public-cible auquel les résultats pourraient être diffusés.

---

¹ *Ibid.* ; Stephen H. Linder, « Managing Support for Social Research and Development : Research Goals, Risk, and Policy Instruments », *Journal of Policy Analysis and Management*, 7, 4, 1988, pp. 621-642.

b) La France

i. Les lieux et mode de production

[Retour à la table des matières](#)

Selon Chauvière ¹, la recherche sur le social est insuffisamment développée et manque de légitimité scientifique. Sauf quelques exceptions, peu de chercheurs ont revendiqué jusqu'ici le statut de chercheur sur le social. La situation est en passe de changer si on se réfère à la dernière édition de *L'Annuaire de la recherche sur le social* parue en 1991-92. Il existe peu d'équipes de recherche qui affichent publiquement des préoccupations en matière sociale ². Une enquête du Social Comme Objet de Recherche (SCORE ³), effectuée en 1985-1986, visait à définir la population des chercheurs sur le social et à connaître leurs pratiques. Comme le démontre cette enquête, seulement 23% des chercheurs sur le social proviennent des institutions publiques de recherche comme le CNRS ⁴. Le statut de chercheur à plein temps, la liberté complète de manœuvre dans la production de nouvelles connaissances et l'évaluation selon des critères scientifiques caractérisent les chercheurs rattachés à ce type de laboratoires de recherche ⁵.

Trente-six pour cent des chercheurs sur le social oeuvrent dans des équipes en milieu universitaire et sont soumis principalement aux impératifs de la promotion. Aux activités de recherche s'ajoutent l'enseignement et la formation de jeunes chercheurs. L'équipe universitaire poursuit des objectifs de production de nouvelles connaissances souvent dans une même discipline. Le financement des travaux provient du gouvernement, des institutions semi-publiques et de fonds privés. Les chercheurs intéressés au transfert des connaissances déplorent la rigidité des structures universitaires qui défavorise la recherche sur le social.

---

¹ Michel Chauvière, loc. cit.

² *Ibid.*, p. 4.

³ *Ibid.* ; Michel Chauvière, *La recherche en quête du social : Enjeux et perspectives*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1989, 158 p.

⁴ Beaucoup d'organismes de production et de financement de la recherche ont ce type de statut établi par la loi du 1er juillet 1901.

⁵ Marc-Adélar Tremblay, « Social Status of Researchers and Professional Practices in the Field on Research Aimed at Social Intervention in France », *Culture*, X, 1, 1990, pp. 1-13.

Les membres des équipes de recherche à l'extérieur des campus universitaires et les chercheurs indépendants constituent la catégorie la plus importante des chercheurs sur le social, soit 41%. Ceux-ci ont un statut extrêmement précaire et ils tirent leur salaire des travaux qu'ils réalisent. Les équipes se forment à partir des besoins des organismes de financement et doivent répondre aux objectifs poursuivis par ces derniers. Orientée vers l'intervention sociale, cette recherche doit répondre dans un court laps de temps aux questions qui sont posées. L'évaluation des équipes comporte, en plus des critères scientifiques, des critères de pertinence à la demande qui a été faite et d'utilisation des résultats. Plusieurs chercheurs sollicités par l'étude SCORE ont d'ailleurs relevé la précarité du statut de chercheur sur le social et le manque de temps disponible pour la recherche.

L'étude SCORE indique également que la recherche sur le social se situe davantage en dehors de la région parisienne. Si on examine le type d'équipes de recherche sur le social selon leur distribution géographique, on remarque que les laboratoires publics sont pour la plupart établis à Paris tandis que les équipes universitaires et les chercheurs indépendants vivent majoritairement en province. Cette dispersion des équipes ne favorise pas la création d'une solide infrastructure de recherche sociale. L'isolement, le manque de structures appropriées dans le milieu, l'absence de continuité et d'homogénéité dans l'état des connaissances de ce champ de recherche furent également soulignés par les chercheurs.

ii. Les ressources humaines

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on examine les disciplines dans lesquelles les chercheurs sur le social furent formés, la sociologie détient plus d'une longueur d'avance sur toutes les autres sciences sociales. Viennent ensuite l'économie, la psychologie, l'histoire et la science politique. Les sciences du comportement (psychologie, psychiatrie) sont sous-représentées alors que les sciences juridiques occupent une place appréciable¹. La catégorie la plus importante de chercheurs sur le social, les membres des équipes non universitaires et les chercheurs indépendants, ont une formation insuffisante en recherche car 20% d'entre eux sont des travailleurs sociaux. La formation en travail social est offerte par le secteur privé sous la tutelle du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale sans l'existence de liens formels avec le milieu univer-

---

¹ Michel Chauvière, *La recherche en quête du social...*, op. cit.

situaire. D'ailleurs, la difficulté éprouvée par le secteur social à se faire reconnaître comme champ de recherche provient souvent du type de formation reçue par les travailleurs sociaux.

Dans leur étude, Robert Castel et Marc-Henry Soulet¹ concluent que l'université telle qu'elle est structurée ne peut assurer l'organisation de réseaux de recherche sur le social. La formation à la recherche sur le social se heurte aux traditions de la recherche disciplinaire, au manque de visibilité des ressources disponibles et des travaux de recherche sur le social et à l'incertitude des débouchés de carrière. Chauvière² recommande qu'un partenariat s'établisse entre les universités, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, la recherche non universitaire et les milieux professionnels afin de déterminer des mécanismes à mettre en place pour assurer ce type de formation. Il suggère également que le CNRS participe à cette formation.

iii. Les ressources financières

[Retour à la table des matières](#)

Le financement de la recherche sur le social est caractérisé par la multiplicité des bailleurs de fonds, l'importance des ministères sectoriels (par rapport aux ministères scientifiques) au sein du secteur public, la place d'importance réservée au secteur privé et le peu de coordination entre toutes ces sources de financement. Cette situation entraîne une diversité des orientations de la recherche et une instabilité des ressources financières liée aux changements politiques, économiques et administratifs. D'ailleurs, plusieurs restrictions budgétaires ont été imposées à la recherche sur le social ces dernières années.

Selon Lefrançois et Soulet³, trois types d'organismes financent la recherche sur le social : les décideurs (43%), les organismes scientifiques (25%) et les organismes autonomes (35%).

Les organismes décideurs comprennent les ministères sectoriels, les municipalités et la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

---

¹ Cette étude a été faite à la demande de la MIRE et du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale et le rapport a paru en 1985 sous le titre de *Secteur social et recherche universitaire*.

² Michel Chauvière, *La recherche en quête du social...*, op. cit.

³ Lefrançois et Soulet, op. cit., pp. 351-352.

Les principaux organismes scientifiques de financement de la recherche sont : le CNRS, le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES), la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) et la MIRE. Cette dernière, laquelle présente plusieurs ressemblances avec le Conseil québécois de la recherche sociale, assume depuis sa création un rôle de structuration de la recherche sur le social par ses programmes de financement mais aussi par ses activités de formation et d'animation du milieu. L'allocation des fonds s'effectue principalement sur appels d'offres à la communauté scientifique, aux équipes associatives et aux intervenants des domaines de recherche visés. Elle consacre environ deux millions de francs à chaque appel d'offres ¹.

Les organismes autonomes sont constitués par les associations professionnelles régies par la loi du 1er juillet 1901. Le CTNERHI, sous la tutelle du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, représente le bailleur de fonds le plus important dans cette catégorie.

Le financement de la recherche sur le social s'exerce selon trois modalités : le financement statutaire, qui s'applique aux chercheurs dans les laboratoires, notamment au CNRS ; le financement par concours selon lequel les projets sont évalués par des comités de pairs utilisant des critères scientifiques et la recherche contractuelle dont l'appel d'offres constitue la commande la mieux structurée ².

La décentralisation introduite dans les années 1980 a confié aux pouvoirs locaux d'importantes responsabilités, incluant celles se rapportant à l'organisation et au financement de la recherche. Selon Chauvière ³, la recherche sociale aura tendance à se contractualiser de plus en plus et devra, par le fait même, relever le défi de sa légitimité sociale.

iv. L'application des résultats de la recherche

[Retour à la table des matières](#)

La « valorisation » de la recherche en France, laquelle correspond au Québec à la notion de transfert des connaissances, constitue une préoccupation importante et structurée. Les bailleurs de fonds, les équipes de recherche et les organisations associatives ont mis en place une série de mécanismes, tels que des séminaires et des colloques, des bulletins d'information, des sessions de

---

¹ Tremblay, Boisvert et Picard, op. cit.

² Marc-Adélar Tremblay, loc. cit.

³ Michel Chauvière, *La recherche en quête du social...*, op. cit., pp. 109-110.

formation, un annuaire de la recherche sur le social et des journaux spécialisés assurant la diffusion et l'application des résultats des travaux de recherche. Tout porte à croire que la décentralisation, par la participation de groupes locaux à l'administration et à l'organisation de la recherche, peut exercer un impact positif sur le processus du transfert des connaissances. À titre d'exemple la valorisation de la recherche constitue une partie intégrante de la mission de la MIRE. Cet organisme s'est d'ailleurs donné comme objectif d'actualiser la parité entre les travaux de recherche liés à l'avancement des connaissances et ceux conçus en vue de l'application des résultats. Le transfert des connaissances est d'abord intégré à la gestion des appels d'offres. De plus, la MIRE publie un bulletin trimestriel d'information, *Mire-Info*, dans lequel apparaissent entre autres des résumés des projets de recherche et de leurs résultats. Enfin, la MIRE organise des rencontres avec différents acteurs de la recherche sur le social afin de faire le point sur l'état de l'avancement des connaissances dans un domaine et de préparer par après un appel d'offres sur celui-ci ¹.

L'enquête SCORE a permis de constituer un annuaire de la recherche sur le social. La première version parut en 1987 et les données sont mises à jour à tous les deux ans ². Cet outil comporte principalement une liste des chercheurs sur le social selon leurs régions d'exercice et leurs lieux de production. Une autre initiative, issue des milieux universitaires, a trait aux *Cahiers de la recherche en travail social*, publiés par le Centre de recherche sur le travail social de l'Université de Caen. Il s'agit d'une revue diffusant les travaux empiriques de qualité de même que les débats théoriques et méthodologiques touchant la discipline du travail social et la pratique professionnelle.

Les cahiers *d'Espace de connexion des acteurs de la recherche pour le travail social* (ECARTS), publiés par l'Association française de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (AFSEA), reconstituent les débats entourant les différents acteurs du champ social. Des journées organisées visent ainsi à créer un espace de « connexion » entre producteurs et intervenants par la valorisation de la recherche dans le champ social, le décloisonnement des différentes catégories d'acteurs et de leurs pratiques et la confrontation de leurs problématiques ³.

---

¹ Tremblay, Boisvert et Picard, op. cit., pp. 52-58.

² Centre national de la recherche scientifique, *Annuaire de la recherche sur le social* 1991-1992, Paris, Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson, 1991, 433 p.

³ Michel Chauvière, *la recherche en quête du social....* op. cit., pp. 104-107.

v. Les thématiques de recherche

La multiplicité des organismes de soutien à la recherche entraîne une diversité des orientations et des thématiques de recherche. L'enquête SCORE ¹, à partir des thèmes retenus par les chercheurs, a révélé que sept domaines constituent le « cœur » de la recherche sur le social. Ces thématiques sont : les interactions entre les clientèles et les institutions ; l'histoire et les modes de formation du « social » ; l'évaluation des besoins et des pratiques ; la description et le fonctionnement des institutions ; les idéologies et les représentations du social ; la professionnalisation du travail social ; l'insertion et l'intégration.

c) Le Québec

i. Les lieux et modes de production

[Retour à la table des matières](#)

Une étude de Lefrançois ² sur les rapports de recherche sociale publiés au Québec au cours des dernières années, relève une accentuation des préoccupations pratiques, qui se traduisent dans des projets d'expérimentation sociale, des études d'impact et des recherches évaluatives. Ouellet et Lampron ³ notent la même tendance à l'intérieur d'un bilan des études évaluatives portant sur les services sociaux. Elles constatent une augmentation des recherches évaluatives (ces dernières étant conçues en fonction de l'intervention et étant réalisées en étroite liaison avec les milieux de pratique) depuis les dix dernières années au Québec, aux États-Unis et en France. Les recherches et les études et analyses dans le champ social sont nombreuses et diversifiées, selon une recension récente des écrits effectuée dans la région du Montréal métropolitain ⁴.

---

¹ Ibid., pp. 69-70.

² Richard Lefrançois, « La recherche sociale comme nécessité », *Revue canadienne de service social*, 1985, pp. 185-198.

³ Francine Ouellet et Christiane Lampron, *Bilan des évaluations partant sur les services sociaux*, Québec, Les Publications du Québec, 1987, 91 p. (Synthèse critique, n° 43).

⁴ Ginette J. Savoie, *Un institut de recherches sociales à Montréal : un besoin à combler*, Montréal, Institut de recherches sociales de Montréal, 1991, 63 p.

Cependant, plusieurs constats émanant d'organismes gouvernementaux font état du développement insuffisant de la recherche sociale. La Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (Commission Rochon)¹, qui a examiné la situation de la recherche sociale appliquée au Québec, relève la faiblesse de son infrastructure et l'insuffisance de résultats produits, en particulier dans l'établissement d'indicateurs sociaux, pouvant éclairer ses propres travaux. Les *Orientations* ministérielles sur la santé et le bien-être au Québec² reprennent ce diagnostic et déplorent le peu d'infrastructures de recherche dans les milieux de pratique. Enfin, le Livre blanc sur la réforme de la santé et des services sociaux³ estime qu'en comparaison avec le secteur de la santé, le champ social n'a pas su mettre en place un mode de production adéquat pour le développement de la recherche sociale, en dépit des efforts déployés et des compétences actuelles des chercheurs.

L'étude sur les sciences sociales au Québec, commanditée par le Conseil des universités⁴, souligne que la recherche orientée en fonction des priorités nationales ne constitue pas un champ dans lequel excellent les sciences sociales en regard du financement. En revanche, leur performance est comparée avantageusement à celle de l'Ontario et des États-Unis en ce qui a trait au financement de la recherche disciplinaire. L'étude sectorielle met en évidence le sous-développement de l'infrastructure, le peu de collaboration interdisciplinaire et la faiblesse des liens avec les milieux externes.

Analysant la répartition québécoise des lieux et des modes de production de la recherche sociale, Ouimet et Grandmaison⁵ établissent que 67% des subventions et bourses accordées par le Conseil québécois de la recherche sociale de 1980-1981 à 1990-1991 sont gérées par le milieu universitaire et 27%, par des établissements du ministère de la Santé et des Services sociaux. 62% de ces subventions sont offertes dans la région de Montréal, 26% dans la région de Québec et 12% dans les autres régions du Québec. Le mode de production de la recherche sociale est généralement de type universitaire, souvent mené sur une base individuelle et de nature disciplinaire. L'étude sur les sciences sociales⁶ met en évidence la faiblesse de l'infrastructure de la recherche en sciences sociales. Il s'agit souvent d'équipes composées avant tout

---

¹ Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, op. cit.

² Gouvernement du Québec, *Pour améliorer la santé et le bien-être au Québec, Orientations*, Québec, 1989, 147 p.

³ Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Une réforme axée sur le citoyen*, 1990, 91 p.

⁴ Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, 1988, 303 p.

⁵ Marc Ouimet et Rachel Grandmaison, *Profil descriptif des programmes de subventions et de bourses 1980-1981 à 1990-1991*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1991, 49 p.

⁶ Conseil des universités, op. cit.

d'étudiants ayant un fort taux de roulement et ne disposant pas de chercheurs permanents. L'étude ajoute également que peu de programmes finançant l'infrastructure sont accessibles aux sciences sociales et que celles-ci bénéficient peu des programmes existants. Le travail interdisciplinaire en sciences sociales semble plutôt rare. Seulement 30% des départements ont entretenu plus de deux collaborations avec des unités académiques de leurs secteurs. Un autre élément mis en lumière par l'étude sectorielle a trait au peu de contacts entre les sciences sociales et les milieux externes à l'université. Si cela représente un défi pour tous les secteurs universitaires, les attentes sont plus grandes envers les sciences sociales. Du point de vue des disciplines appliquées, la jonction entre la recherche et la formation professionnelle semble difficile à réaliser. La formation pratique exige beaucoup d'énergie et de temps et il s'avère compliqué de traduire certains problèmes pratiques en matière de recherche. Enfin, une certaine proportion de la clientèle étudiante et des milieux professionnels de la pratique préconisent des solutions rapides aux problèmes qui surgissent plutôt que d'en favoriser une analyse approfondie.

Le mode de production de la recherche en sciences sociales conçu comme une activité fondamentale, libre et individuelle, est mis en question par l'orientation des crédits de financement vers l'infrastructure et la recherche stratégique. Les sciences sociales sont mises au défi de mettre au point un mode d'organisation de leurs travaux de recherche qui assurera une plus grande continuité dans les initiatives afin de répondre aux attentes de la société et de faire face aux phénomènes de concurrence des autres secteurs scientifiques ¹.

En ce qui a trait aux établissements de santé et de services sociaux et aux organismes communautaires, il s'y fait peu de recherche sociale. Certains contestent même la qualité de cette maigre production ². Un bilan sur la recherche psychosociale en santé mentale ³ met en lumière que parmi 38 organismes en santé mentale, issus du milieu de la pratique, 42% ne font pas du tout de recherche et 42% n'en font que sporadiquement. Il ne s'agit pas d'un désintéressement envers la recherche sociale, mais plutôt de l'absence de ressources humaines et budgétaires allouées à cette fonction. De plus, l'étude constate le peu d'échanges entre ces organismes et les lieux de production de la recherche. Pour les milieux de pratique, seule l'insertion d'intervenants au sein d'équipes de recherche peut briser l'écart entre ces deux solitudes.

---

¹ Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport final, 1989, 92 p.

² Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, op. cit. ; Groupe interuniversitaire de recherche en anthropologie médicale et en ethnopsychiatrie (GIRAME), *La recherche en santé mentale et toxicomanie ; spécificité de l'approche sociale et perspectives de développement au Québec*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1988, 367 p.

³ *Ibid.*

L'analyse des ressources en recherche sociale dans la région du grand Montréal ¹ démontre que les effectifs et l'infrastructure de recherche sont presque inexistantes dans les associations d'établissements de services sociaux, dans les établissements eux-mêmes et dans les organismes communautaires.

Dans la région de Québec, le Centre de recherche sur les services communautaires (CRSC), mis sur pied en 1985, grâce à l'initiative de la Fédération des centres locaux de services communautaires et de l'Université Laval, poursuit l'objectif de mettre en rapport les milieux de pratique et les milieux universitaires ².

ii. Les ressources humaines

[Retour à la table des matières](#)

L'enquête de Ouimet et Grandmaison ³ sur les subventions et les bourses accordées par le CQRS révèle que plus de 78% des chercheurs financés possèdent un diplôme de troisième cycle. La psychologie constitue la discipline ayant la meilleure représentation, soit 41%, la sociologie, 10,7%. La répartition des autres disciplines est plutôt dispersée.

La formation à la recherche sociale comporte plusieurs difficultés dont la diplomation. Selon l'examen du Conseil des universités ⁴, la durée des études, le taux de sortie à la maîtrise et au doctorat laissent souvent à désirer. Comparativement à l'Ontario, le nombre d'étudiants qui obtiennent leur diplôme de maîtrise est moins élevé. Le doctorat offert dans les disciplines des sciences sociales attire des clientèles étudiantes moins nombreuses et le plus fréquemment elles poursuivent leurs études à temps partiel. Aussi, la mobilité des étudiants en sciences sociales se révèle moindre que dans d'autres secteurs.

L'insuffisance des ressources en formation et en infrastructure est souvent évoquée en amont des lacunes de la diplomation. Les bailleurs de fonds offrent peu de soutien à la formation, à l'encadrement et à la carrière des chercheurs. Il existe peu de programmes de financement d'infrastructure, de bourses de carrière et de postes de chercheurs en recherche sociale, mises à part les initiatives du Conseil de recherche en sciences humaines (bourses de

---

¹ Ginette J. Savoie, op. cit.

² Centre de recherche sur les services communautaires, *Pour développer la recherche sociale au Québec*, mémoire présenté à la Commission parlementaire des Affaires Sociales, Québec, 1990, 10 p.

³ Marc Ouimet et Rachel Grandmaison, op. cit.

⁴ Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, op. cit.

carrière) et du Conseil québécois de la recherche sociale (bourses de carrière et subventions d'équipe).

En aval, la performance aux concours des bourses de formation et de carrière s'avère insatisfaisante. Le pourcentage de boursiers est modeste, surtout au deuxième cycle, où il ne dépasse pas 5%. Les taux de participation et de réussite aux concours de bourses postdoctorales et de carrière est également faible.

Enfin, le profil du chercheur clinicien développé dans le secteur de la santé n'a pas pénétré le champ social ¹. Cette situation est souvent attribuée aux tensions entre les sciences sociales appliquées et la formation à la recherche fondamentale. Il faut souligner cependant la création, en 1987, du doctorat en travail social à l'Université Laval et en 1988, du doctorat en sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal. Ces deux doctorats tendent à former des chercheurs sensibles aux problèmes sociaux et habiles à l'intervention. L'un d'eux, le deuxième, vise à développer une perspective interdisciplinaire.

iii. Les ressources financières

[Retour à la table des matières](#)

Les producteurs et les utilisateurs de la recherche ainsi que les organismes de subvention s'entendent sur le manque de ressources financières allouées à ce type de recherche. Le sous-financement d'un secteur sous-développé, les maigres ressources accordées par l'État, lorsqu'elles sont comparées à celles dont dispose la recherche en santé, les objets de recherche laissés pour compte, le soutien déficient à l'infrastructure, à la formation et à la carrière en recherche sociale ainsi que les coupures budgétaires dans le secteur public représentent autant de facteurs complémentaires qui maintiennent la recherche sociale dans un état permanent de sous-développement et de marginalité. Le CQRS, le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), le ministère de la Santé et des Services sociaux en tant qu'organismes provinciaux, ainsi que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC) et le ministère de la Santé et du Bien-être social (Canada) constituent les principaux bailleurs de fonds de la recherche sociale. Le total estimé des sommes affectées à la réalisation de recherches, d'études et analyses et à la diffusion des résultats, pour l'année 1985-1986, s'élève à

---

¹ Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, op. cit.

quatre millions de dollars. La presque totalité des subventions recommandées par le CQRS et les ministères québécois et canadien portent sur la recherche ayant trait aux priorités nationales. La part du budget alloué à ces priorités ne représentent que 18% pour le FCAR et 12% pour le CRSH ¹.

Parmi les différents organismes de financement le CQRS a une mission spécifique de promouvoir la recherche multidisciplinaire sur les problèmes sociaux en vue d'en assurer leur résolution. Cet organisme poursuit des objectifs de soutien à la formation des chercheurs et à la recherche collective, de développement de la recherche dans des domaines prioritaires déterminés par les milieux scientifiques et de la pratique, et de collaboration entre ces milieux. Plusieurs études gouvernementales, dont le rapport de la Commission Rochon, ont relevé le peu de ressources attribuées à la recherche sociale comparativement à la recherche en santé. Selon des données de 1985-1986, le budget du CQRS ne représentait que 5,5% des 25,3 millions de dollars de subventions que le ministère de la Santé et des Services sociaux distribuait via le Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) et sa Direction générale de la planification et de l'évaluation de programmes. Contrairement au FRSQ, le CQRS ne dispose que depuis récemment des ressources suffisantes pour assurer le financement d'infrastructures. L'absence d'autonomie de cet organisme a souvent été soulignée comme étant un facteur restreignant son développement ².

Enfin, le contexte général de compression des dépenses publiques, et en particulier dans le secteur de l'enseignement supérieur, ajoute à l'insuffisance des ressources. Le groupe de travail du Conseil des universités constate que même si la portion réservée aux sciences sociales dans l'ensemble des fonds publics consacrés à la recherche est demeurée sensiblement la même, les ressources financières constituent le principal irritant mentionné par les chercheurs et les sociétés savantes. Ces derniers font ressortir l'instabilité des orientations des organismes de financement les politiques fédérales de soutien de contrepartie ³ et le transfert aux chercheurs des dépenses naguère prises en charge par l'université ⁴.

---

¹ Conseil québécois de la recherche sociale, *Plan triennal de développement de la recherche sociale 1989-1992*, Québec, 1988, 67 p.

² Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, op. cit.

³ Pour obtenir une subvention du gouvernement fédéral, le chercheur doit trouver un financement privé équivalent.

⁴ Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, op. cit.

iv. L'application des résultats de la recherche

[Retour à la table des matières](#)

Le transfert des connaissances constitue un besoin et une nécessité, comme en témoignent les chercheurs et les intervenants qui ont participé au Forum sur le transfert des connaissances organisé par le Conseil québécois de la recherche sociale ¹. Le Conseil, au moyen de consultations, d'animation des milieux de la recherche et de la pratique et de ses programmes de subventions, a tenté de susciter des occasions favorisant le contact entre ces différents milieux. Il semble qu'il n'existe pas de mécanismes structurés favorisant le transfert des connaissances et qu'il faille s'interroger sur les perspectives conceptuelles et opérationnelles de ce dernier. Selon Gélinas ², il ne faut pas envisager le transfert comme un mécanisme linéaire de transmission des connaissances mais plutôt comme un processus de réinsertion des connaissances. Bibeau ³ considère qu'entre la logique du théorique et du pratique, le lien ne peut se faire qu'à partir d'un mécontentement du cours des choses. La première condition facilitant le transfert des connaissances repose sur l'ouverture de l'intervenant à l'univers de la recherche et des chercheurs à l'univers de la pratique, à partir de cheminements, de questionnements et d'une flexibilité communs. Une analyse de cas visant à évaluer les conditions favorables à la réalisation de la recherche sociale en liens étroits avec les milieux de pratique ⁴ tend à confirmer cette position. L'étude conclut que la diffusion des résultats de la recherche en milieu de pratique est déficiente si elle n'est pas accompagnée d'occasions où les chercheurs et les intervenants sociaux peuvent se communiquer leurs concepts respectifs et leurs visions de certaines questions et de certains problèmes sociaux qui émergent de leurs pratiques.

Partant des échanges qui se produisent à l'occasion du Forum entre décideurs, chercheurs et intervenants, Gélinas met en évidence les contraintes du transfert des connaissances selon les différents contextes des acteurs de la recherche sociale. Les décideurs déplorent l'écart entre le temps action et le

---

¹ Marc-Adéland Tremblay (sous la direction de), *Le transfert des connaissances en recherche sociale*, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1991.

² Arthur Gélinas, « L'action concrète », dans Marc-Adéland Tremblay (sous la direction de), *op. cit.*

³ Gilles Bibeau, « Synthèse générale », dans Marc-Adéland Tremblay (sous la direction de), *op. cit.*

⁴ Fernand Gauthier en collaboration avec Patrice Leblanc et Marie-Nicole l'Heureux, *La recherche sociale effectuée en lien avec les milieux de pratique et d'intervention : conditions favorables à sa réalisation : quatre études de cas*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1987, 103 p.

temps recherche, qui ne leur permet pas d'obtenir les connaissances au moment opportun. Les chercheurs considèrent que pour conserver leur statut, ils doivent obtenir des subventions de recherche et publier. Enfin les intervenants soulèvent que l'organisation du travail dans leurs milieux ne leur accorde ni le temps, ni l'occasion de réfléchir de façon explicite et écrite sur leurs pratiques. L'ensemble des acteurs de la recherche sociale s'entendent sur la nécessité d'apporter des modifications structurelles à leurs organisations (universités, établissements du réseau et organismes communautaires) afin que les initiatives des chercheurs et des intervenants soient supportées par des mécanismes appropriés dans leurs institutions respectives.

v. Les thématiques de recherche

[Retour à la table des matières](#)

Le profil descriptif des programmes de subventions et de bourses recommandés par le CQRS de 1980-1981 à 1990-1991 ¹ révèle que les thèmes de recherche couverts par les projets financés correspondent à la mission sociale de l'État, particulièrement dans les secteurs de la santé et de l'adaptation sociale. Parmi ceux-ci, le secteur de l'adaptation sociale est privilégié à 89%. La famille, les jeunes en difficulté et leurs familles, la santé mentale, la toxicomanie, les aspects psychosociaux de l'épidémie du SIDA et des maladies transmises sexuellement, le vieillissement de la population, la violence envers les personnes, l'intégration sociale et les nouvelles formes de solidarité sociale ayant trait aux personnes immigrées, aux membres des communautés culturelles et aux autochtones ; toutes les formes de marginalité sociale ; la place, les acquis et les besoins des femmes dans les services de santé et de services sociaux ainsi que la réadaptation et l'intégration sociale des personnes ayant des limitations fonctionnelles constituent des domaines de recherche privilégiés par le CQRS et dans lesquels cet organisme incite les chercheurs à réaliser leurs travaux ².

Ces thématiques de recherche sont conformes aux problèmes sociaux prioritaires identifiés dans les rapports gouvernementaux sur la santé et le bien-être ainsi que dans le bilan de différentes consultations auprès des milieux scientifiques et de services ³.

---

¹ M. Ouimet et R. Grandmaison, *op. cit.*

² Conseil québécois de la recherche sociale, *Subventions à la recherche.... op. cit.*

³ Conseil québécois de la recherche sociale, *Plan triennal..., op. cit.*

III

Orientations futures de l'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux : perspectives québécoises

a) Lieux et modes de production

[Retour à la table des matières](#)

Afin d'assurer une stabilité et une continuité dans l'effort de recherche actuel, deux stratégies s'imposent à la suite de la revue de l'ensemble des données. D'une part, il est impérieux de renforcer les modes de production de la recherche par le développement de l'infrastructure et, d'autre part, de mettre en place des mécanismes de liaison entre la production de la recherche, la formation et l'intervention.

Du point de vue de la production de la recherche universitaire, l'étude sur les sciences sociales ¹ considère qu'afin que ces disciplines s'imposent dans l'élucidation des grands enjeux de notre société, elles doivent retrouver un équilibre à la faveur d'un modèle d'organisation de la recherche plus collectif et plus stratégique (thématique). Les sciences sociales devront ainsi investir leurs efforts dans les infrastructures de recherche, intégrer les étudiants dans ces équipes ou centres de recherche, enfin, regrouper leurs activités de recherche et de formation dans ces structures collectives ².

À l'intérieur du plan triennal de développement 1989-1992, le CQRS, qui a pour mission de supporter financièrement la production de la recherche sociale, poursuit comme objectif l'appui à la recherche collective. Le support au développement d'équipes et à l'infrastructure représente un moyen privilégié de promotion de la recherche sociale. La recherche collective favorise en particulier l'encadrement scientifique des chercheurs en apprentissage. Afin

---

¹ Conseil des universités, *Le secteur des sciences sociales : voies de développement et cibles d'action*, Avis au Ministre de l'enseignement supérieur et de la Science, 1990, 46 p.

² Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, op. cit.

d'assurer les liens entre les milieux de recherche et les milieux de pratique, le Conseil recommande que soient établis des mécanismes de compensation financière pour les intervenants désirant participer à des activités de recherche en milieu universitaire et sa contrepartie pour les chercheurs universitaires en milieu de pratique et d'intervention. Il est également suggéré de financer des équipes « mixtes », composées de chercheurs et de praticiens ¹.

Enfin, du point de vue des responsables de l'intervention sur les problèmes sociaux, la réforme de la santé et des services sociaux ² suggère de favoriser la création d'instituts universitaires pour les établissements dans les domaines reliés aux problèmes sociaux à l'instar de l'organisation de la recherche en santé. Ces instituts rempliraient quatre fonctions principales : la prestation de services spécialisés, l'enseignement, la recherche et l'évaluation des interventions et des technologies. Le document ministériel recommande également la création d'un centre permanent d'enquête épidémiologique, sanitaire et sociale.

b) Ressources humaines et financières ; thématiques de recherche

[Retour à la table des matières](#)

À la lumière des documents analysés, l'appui à la formation et à la carrière du chercheur en recherche sociale par l'octroi de bourses de spécialisation doctorales et postdoctorales ainsi que l'appui à l'infrastructure de recherche par des subventions à la structure de recherche, constituent avec les domaines orientés trois secteurs dans lesquels les bailleurs de fonds auront à investir dans les prochaines années.

L'objectif du CQRS de soutenir la formation des jeunes chercheurs a été récemment opérationnalisé par un programme de bourses de spécialisation doctorales et postdoctorales en recherche sociale portant uniquement sur des problèmes sociaux prioritaires. Ce programme de support à la formation de chercheurs se distingue par son caractère orienté vers la recherche sociale et non vers les études disciplinaires. Il serait également souhaitable que des organismes de subvention contribuent au financement de chercheurs boursiers ou de postes de recherche à l'intérieur d'équipes ou de centres de recherche sociale.

---

¹ Conseil québécois de la recherche sociale, *Plan triennal...*, op. cit.

² Ministère de la Santé et des Services sociaux, op. cit.

Dans le même ordre d'idées, l'ensemble des acteurs de la recherche sociale, demandeurs et producteurs de recherche, bailleurs de fonds, considèrent qu'un apprentissage spécialisé à la recherche sociale ne peut véritablement se réaliser que dans une structure collective de recherche. Le support financier à la formation des chercheurs en recherche sociale irait ainsi de pair avec les subventions d'infrastructure.

Les différents rapports consultés ayant trait au développement de la recherche sociale recommandent d'augmenter les ressources financières qui lui sont consacrées et de les allouer en priorité à l'infrastructure de recherche et aux priorités sociales. En ce qui a trait à l'infrastructure, le CQRS considère que les programmes de soutien et de développement d'équipes en recherche sociale constituent une stratégie prioritaire. À ce jour, quelques équipes de recherche sociale ont été constituées au moyen de ce programme de financement du CQRS. Les autres bailleurs de fonds devront également rendre plus accessibles leurs programmes de financement d'infrastructure à la recherche sociale. Enfin, il y aurait avantage à coordonner l'effort de tous les partenaires de la recherche sociale afin que l'ensemble des domaines de recherche orientée puissent être développés.

IV

L'application des résultats de la recherche : mobilisation de tous les acteurs de la recherche sociale

[Retour à la table des matières](#)

Lors du Forum sur le transfert des connaissances ¹ organisé par le CQRS, plusieurs recommandations ont été énoncées sur le transfert des connaissances. Seule une action concertée des différents partenaires de la recherche sociale rendra possible l'application des connaissances en recherche sociale.

Du point de vue des universités, il est pertinent de s'interroger sur la valorisation de la recherche dans la quête de l'excellence. L'étude du Conseil des

---

¹ Marc-Adélaïde Tremblay (sous la direction de), op. cit. : Arthur Gélinas, op. cit. ; les principales recommandations sur le transfert des connaissances sont tirées du texte de Gélinas.

universités ¹ considère que, dans l'évaluation des dossiers, l'université de même que les organismes de subvention devraient prendre en compte les réalisations au chapitre de la recherche appliquée et du transfert des connaissances et établir des critères clairs à ce sujet. De leur côté, les chercheurs devraient être plus actifs et prendre le risque de participer à des réseaux conjoints recherche/ intervention.

Les milieux de pratique et d'intervention peuvent favoriser des occasions de réflexion et d'analyse plus systématique à leurs intervenants. Une pratique plus formalisée et mieux explicitée serait à la fois bénéfique aux milieux de pratique et aux milieux de recherche. Quant aux décideurs, dans un système de gestion à moyen ou à long terme, ils peuvent utiliser les connaissances disponibles ou commanditer des recherches sur des sujets précis.

Enfin, les bailleurs de fonds peuvent exiger des chercheurs un bilan des résultats des recherches dans un langage pertinent et accessible aux éventuels utilisateurs. À ce sujet le CQRS, par ses programmes de financement et ses activités de liaison entre les milieux, tente de favoriser l'application des résultats de la recherche.

V

Quelques enjeux de l'organisation de la recherche sur les problèmes sociaux au Québec

a) La recherche sur les problèmes sociaux : comment la faire ?

[Retour à la table des matières](#)

Il semble exister un consensus parmi les acteurs de la recherche sur les problèmes sociaux autant des milieux universitaires que des milieux de pratique et d'intervention selon lequel l'infrastructure de recherche est le moyen privilégié du développement de la recherche sur les problèmes sociaux. L'infrastructure de recherche (équipes, centres, instituts de recherche) a déjà fait ses preuves dans d'autres secteurs tels que le biomédical. Ainsi, les orga-

---

¹ Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, op. cit.

nismes de subvention de la recherche et les universités s'orientent vers le financement de l'infrastructure en raison de ses effets bénéfiques sur son développement mais également pour des raisons d'excellence et de compétitivité internationale, dans un contexte de rareté des ressources.

Le financement de l'infrastructure de recherche permet d'encadrer les activités de recherche, d'assurer la continuité dans le cumul des connaissances et de fournir un encadrement approprié aux chercheurs en formation. Par contre, la plupart des critères utilisés pour évaluer les groupes de recherche favorisent rarement l'intégration de jeunes chercheurs et d'intervenants désirant effectuer des travaux empiriques dans ce type de structure.

De façon générale, les spécialistes des sciences sociales produisent sur un mode individuel, effectuant surtout une recherche de type disciplinaire. Comment les sciences sociales peuvent-elles s'adapter à la nouvelle orientation des organismes de subvention et de l'université et comment ceux-ci peuvent tenir compte de l'organisation actuelle des sciences sociales? Quant aux milieux de pratique et d'intervention ils disposent de ressources de recherche insuffisantes tant du point de vue des chercheurs que du point de vue de l'infrastructure.

b) La recherche sur les problèmes sociaux : qui va la faire ?

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, il se fait beaucoup de recherche sur les problèmes sociaux, ou recherche sociale dans le sens entendu dans ce texte. Les rapports sur la question s'entendent cependant pour reconnaître que ce type de recherche est sous-développé et qu'il existe un manque d'informations essentielles sur les problèmes sociaux tant du point de vue épidémiologique, clinique, évaluatif et organisationnel que du point de vue étiologique. La recherche sociale est produite majoritairement en milieu universitaire et les milieux d'intervention la considèrent souvent comme peu appliquée ou peu applicable. La recherche sociale produite en milieu d'intervention est perçue par la communauté scientifique comme une activité plutôt liée à la prise de décision qu'à la production de nouvelles connaissances. Les sciences sociales ont moins de succès dans les concours de recherche stratégique que dans les concours de recherche libre. Et pourtant, les organismes de financement s'orientent de plus en plus vers des programmes de subventions de recherche thématique.

La recherche orientée a souvent été *perçue par* la communauté scientifique comme une recherche de type utilitaire sacrifiant la validité scientifique à des *objectifs* d'application et aliénant l'autonomie des chercheurs. À ce propos, le GIRAME met en évidence le risque que la recherche orientée ne soit intéressée que par les seules connaissances instrumentales et leurs applications pratiques. Pour éviter ce piège, il recommande que la recherche sociale s'enracine dans de véritables *recherches d'orientation* fondamentale et qu'elle respecte les exigences de la méthode scientifique tout au long du processus d'observation et d'analyse. Plusieurs acteurs de la recherche sociale sont d'avis que la compréhension et la résolution des problèmes sociaux nécessitent un engagement ferme des spécialistes des sciences sociales. D'autre part, la recherche sur les problèmes sociaux fonde la légitimité des sciences sociales. Pour le GIRAME, la recherche sociale force le chercheur à mettre au point des indicateurs utilitaires, à travailler sur des problèmes sociaux prioritaires et à développer un cadre conceptuel qui ait prise sur le réel.

Un autre aspect de la recherche sociale est *qu'elle exige un éclairage* multidisciplinaire. La grande spécialisation des sciences sociales ne favorise pas une appréhension des problèmes sociaux de façon globale. Aussi, les chercheurs en sciences sociales travaillent peu en collaboration avec des chercheurs de leur propre secteur mais plutôt avec des chercheurs de disciplines d'autres *secteurs*. Enfin, une autre condition de réalisation de la recherche sociale, et non la moindre, est la collaboration entre les milieux de production de la recherche sur les problèmes sociaux et les milieux d'action sur ces problèmes. Là encore, il existe peu de liens entre les chercheurs universitaires et les milieux externes. Les impératifs de carrière, le peu de visibilité et de reconnaissance de la recherche appliquée par le milieu universitaire semblent responsables en partie de cette situation. En milieu de pratique, il existe peu de liens avec les producteurs de la recherche sociale et encore moins de mécanismes structurés pour assurer ces liens. La charge de travail de plus en plus lourde des intervenants réduit lorsqu'elle ne l'élimine pas complètement, le temps qui pourrait être consacré à la recherche ou à la participation à des activités de recherche amorcées soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs milieux de pratique.

Bibliographie sélective

[Retour à la table des matières](#)

Centre de recherche sur les services communautaires, *Pour développer la recherche sociale au Québec*, mémoire présenté à la Commission parlementaire des Affaires Sociales, Québec, 1990, 10 p.

CHAUVIÈRE, Michel, *La recherche en quête du social : enjeux et perspectives*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1989, 158 p.

_____, « La recherche sociale en France », dans Marc-Adélar TREMBLAY, Jean-Claude BOISVERT, Gilles PICARD, *La recherche sociale en France : Les enjeux, les moyens, la valorisation*, rapport d'une mission d'étude et de coopération en France, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1989, Appendice III, 14 p.

Conseil des universités, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport préliminaire, 1988, 303 p.

_____, *Étude sectorielle en sciences sociales*, rapport final, 1989, 92 p.

_____, *Le secteur des sciences sociales : voies de développement et cibles d'action*, Avis au Ministre de l'enseignement supérieur et de la Science, 1990, 46 p.

Conseil québécois de la recherche sociale, *Plan triennal de développement de la recherche sociale 1989-1992*, Québec, 1988, 67 p.

_____, *Subventions à la recherche, bourses d'excellence et subventions pour études et analyses 1992-1993*, Québec, 1991, 55 p.

FOURNIER, Marcel, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et sociétés*, 1, 1, 1973, pp. 27-57.

GAUTHIER, Fernand en collaboration avec Patrice LEBLANC et Marie-Nicole L'HEUREUX, *La recherche sociale effectuée en lien avec les milieux de pratique et d'intervention : conditions favorables à sa réalisation : quatre études de cas*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1987, 103 p.

Gouvernement du Québec, *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Québec, Les Publications du Québec, 1988, 803 p.

_____, *Pour améliorer la santé et le bien-être au Québec*, Québec, 1989, 147 p.

_____, *Politique de santé mentale*, Québec, 1989, 62 p.

Groupe interuniversitaire de recherche en anthropologie médicale et en ethnopsychiatrie (GIRAME), *La recherche en santé mentale et toxicomanie : spécificité de l'approche sociale et perspectives de développement au Québec*, Montréal, Conseil québécois de la recherche sociale, 1988, 367 p.

LAHAYE, Monique et Richard LEFRANÇOIS, *Répertoire de la recherche sociale au Québec 1975-1981*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1982, 157 p. (Coll. « Recherche sociale », no 2).

LEFRANÇOIS, Richard et Marc-Henry SOULET, *Le système de la recherche sociale, tome 1 : La recherche sociale dans l'État*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1983, 493 p. (Coll. « Recherche sociale »).

Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Une réforme axée sur le citoyen*, 1990, 91 p.

_____, *Orientations ministérielles à l'égard de l'usage et de l'abus des psychotropes*, Québec, 1990, 36 p.

MURBACH, Ruth et Astrid GAGNON, *La recherche sociale au Québec : bilan et tendances (1900-1985)*, Montréal, Conseil Québécois de la recherche sociale, 1986, 266 p.

National Research Council, *The Federal Investment in Knowledge of Social Problems, Study Project on Social Research and Development*, Vol. 1, Study Project Report, Washington, National Academy of Sciences, 1978, xiv + 114 p.

OUELLET, Francine et Christiane LAMPRON, *Bilan des évaluations portant sur les services sociaux*, Québec, Les Publications du Québec, 1987, 91 p. (Synthèse critique, n° 43).

POIRIER, Charlotte, *La recherche sociale appliquée*, Québec, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988, 67 p.

SAVOIE, Ginette, J., *Un institut de recherches sociales à Montréal : un besoin à combler*, Montréal, Institut de recherches sociales de Montréal, 1991, 63 p.

SCHENSUL, Jean J. et Gwen STERN, « Collaborative Research and Social Action », *American Behavioral Scientist*, 29, 2, 1985, pp. 133-138.

TREMBLAY, Marc-Adélar, « Social Status of Researchers and Professional Practices in the Field on Research Aimed at Social Intervention in France », *Culture*, X, 1990, pp. 35-47.

TREMBLAY, Marc-Adélar (sous la direction de), *Le transfert des connaissances en recherche sociale*, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1991, 245 p.

TREMBLAY, Marc-Adélar, Jean-Claude BOISVERT et Gilles PICARD, *La recherche sociale en France : les enjeux, les moyens, la valorisation, rapport d'une mission d'étude et de coopération en France*, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1989, 132 p.

TREMBLAY, Marc-Adélar et Charlotte POIRIER, « La construction culturelle de la recherche psychosociale en santé mentale : les enjeux scientifiques et sociopolitiques », *Santé mentale au Québec*, 14, 1, 1989, pp. 11-34.

Fin.